



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

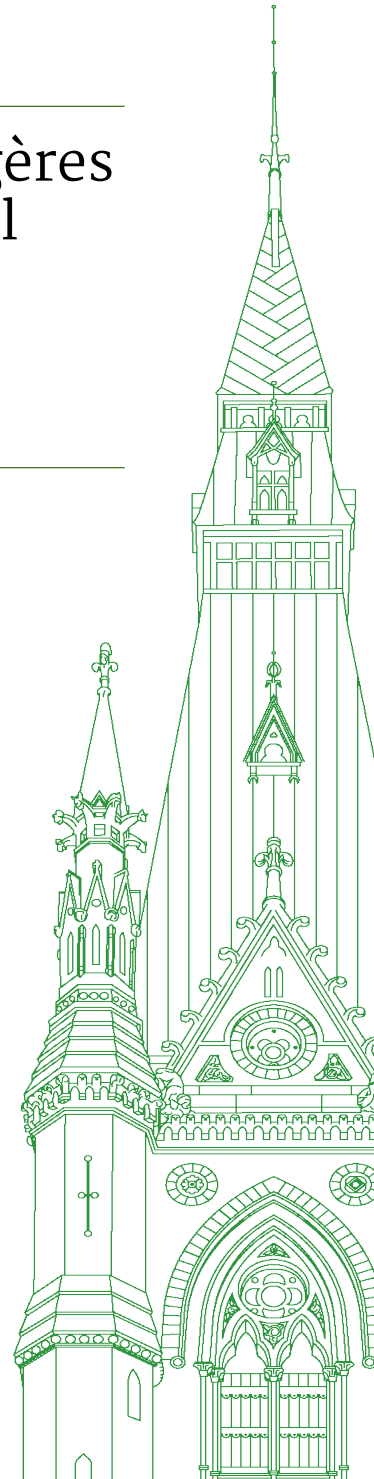
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 039

Le mardi 9 juin 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 9 juin 2026

• (1550)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etoibicoke, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 39^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février, le Comité reprend son étude sur la situation sécuritaire dans les Balkans.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à notre témoin pour la première heure.

Nous accueillons, de l'ambassade de la République du Kosovo, Son Excellence...

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): J'invoque le Règlement.

Compte tenu de l'heure et du fait que nous n'avons qu'un seul témoin ici, seriez-vous d'accord, le témoin et vous, pour poursuivre jusqu'à 16 h 30, afin que nous puissions avoir plus de temps avec plusieurs témoins?

S'il veut rester une heure complète, ce serait bien aussi.

Le président: Oui. En fait, l'ambassadeur m'a dit qu'il préférerait rester un peu moins longtemps. Il ne veut pas rester pendant une heure, alors nous allons viser environ 40 minutes.

L'hon. Robert Oliphant: Nous serions ravis de l'accueillir pendant une heure, bien sûr.

Le président: Ce n'est pas ce qu'il souhaite.

Nous accueillons Son Excellence Adriatik Kryeziu, ambassadeur de la République du Kosovo au Canada.

Vous disposez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions des députés.

Je crois comprendre que vous allez dépasser un peu les cinq minutes imparties. Nous allons faire preuve d'indulgence à votre égard, sachant que vous renoncez à une partie de votre temps pour la période de questions qui suivra.

J'invite maintenant Son Excellence à commencer son...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Quelle est la politique du Comité? Lorsqu'il y a un vote, combien de temps avons-nous pour revenir en comité? Je veux juste connaître votre politique, parce que je suis sorti de l'enceinte de la Chambre, je suis arrivé ici et nous avons commencé. J'ai l'impression qu'il y a eu cinq minutes entre la fin du vote et notre retour ici. Je veux juste savoir combien de temps vous allouez normalement pour les déplacements.

[Traduction]

Le président: J'ai pour habitude d'attendre qu'un nombre suffisant de députés soient là pour former le quorum avant de commencer. Nous ne pouvions pas vraiment commencer sans vous, alors j'ai attendu que vous arriviez. Ensuite, nous avons commencé.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Aux réunions des comités auxquelles j'ai participé, on accordait normalement au moins 10 minutes comme temps de déplacement. Après la fin du vote, nous devons reprendre nos affaires et venir ici. Faites attention à ça. C'est juste un petit avertissement, monsieur le président. Merci.

[Traduction]

Le président: Merci.

Votre Excellence, vous avez la parole.

S.E. M. Adriatik Kryeziu (ambassadeur de la République du Kosovo au Canada, Ambassade de la République du Kosovo): Bonjour à tous.

Honorable Ahmed Hussen, président du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, et honorables membres du Comité, merci beaucoup de m'accueillir ici et de prendre le temps de m'écouter. C'est une bonne occasion d'aborder la situation actuelle de la sécurité dans les Balkans occidentaux, particulièrement les derniers événements qui touchent directement et indirectement la République du Kosovo et notre peuple.

J'aimerais commencer par exprimer la profonde gratitude du Kosovo pour son partenariat de longue date avec le Canada et le soutien continu du Canada à la paix, à la démocratie, aux droits de la personne et à un avenir euro-atlantique pour le Kosovo et la région en général. Nous sommes également très reconnaissants au Canada de son soutien exceptionnel à l'adhésion du Kosovo à toutes les organisations internationales, ainsi que de ses efforts en général pour favoriser la reconnaissance internationale du Kosovo.

Monsieur le président, le Kosovo demeure fermement engagé envers la paix, la démocratie, la coopération régionale et l'intégration euro-atlantique. Depuis que nous avons déclaré notre indépendance en 2008, nous avons bâti une institution démocratique solide, renforcé la primauté du droit et combattu la corruption et d'autres phénomènes négatifs, malgré le fait que nous évoluons dans l'environnement de sécurité historiquement fragile de la région.

Aujourd'hui, la situation dans les Balkans occidentaux est généralement stable en matière de sécurité. Cependant, elle demeure fragile en raison de l'attitude hostile de la Serbie à l'égard du Kosovo. La région — et le Kosovo en particulier — demeure sous pression en raison du refus de la Serbie de reconnaître l'indépendance du Kosovo, de son perpétuel appui aux structures parallèles et illégales qui visent à miner la souveraineté et l'ordre constitutionnel de la République du Kosovo et de ses ambitions territoriales à l'égard des États voisins de la région.

L'incident de sécurité le plus grave des dernières années remonte à septembre 2023 à Banjska, dans le Nord du Kosovo, lorsqu'un groupe terroriste paramilitaire organisé et lourdement armé a lancé une attaque contre le territoire du Kosovo et sa police frontalière, entraînant la mort du sergent Afrim Bunjaku. La police du Kosovo a réussi à repousser le groupe et à le forcer à retourner en territoire serbe. Durant l'opération, les autorités du Kosovo ont saisi une importante cache d'armes de qualité militaire, d'explosifs et d'autres équipements évalués à plusieurs millions de dollars, ce qui confirmait qu'il s'agissait d'une attaque très grave et bien planifiée, s'appuyant sur un soutien logistique important et liée à des personnes étroitement associées aux hautes sphères du gouvernement dirigé par le président de la Serbie Aleksandar Vučić.

Cet incident illustre bien que les risques pour la sécurité dans la région demeurent réels et que l'imputabilité est essentielle à la stabilité à long terme. Le Kosovo continue d'insister pour que les auteurs de cette attaque terroriste soient traduits en justice. Cet appel à la reddition des agresseurs a également été lancé récemment par un éminent diplomate canadien et haut représentant de l'OTAN, l'ambassadeur Kevin Hamilton, lors de sa visite officielle à Pristina le mois dernier. Votre ambassadeur est également le secrétaire général adjoint délégué pour les partenariats de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Kevin Hamilton a déclaré publiquement que la Serbie est responsable de ce qui s'est vraiment passé dans le Nord du Kosovo en septembre 2023.

Nous profitons de l'occasion pour demander au Canada, encore une fois, d'intensifier ses activités diplomatiques et d'exhorter la Serbie à extraditer au Kosovo les auteurs de cette attaque terroriste sans précédent dans le Nord du pays.

Nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires internationaux, dont l'OTAN et la KFOR, pour maintenir la paix et la stabilité, ainsi que pour prévenir toute escalade. Nous nous concentrons sur la surveillance des réseaux criminels et des gangs organisés, le renforcement de la primauté du droit, ainsi que sur la sécurité et l'égalité de traitement pour tous les citoyens, y compris les membres de la communauté serbe. Ces actions sont des mesures d'application de la loi et ne doivent pas être considérées comme des politiques dirigées contre des groupes ethniques. Le cadre constitutionnel et le régime juridique du Kosovo offrent des protections étendues aux membres de toutes les communautés du pays.

● (1555)

Bien que les droits des communautés minoritaires du Kosovo soient protégés selon les normes démocratiques les plus élevées, la situation des personnes d'origine albanaise vivant dans le sud de la Serbie, dans la vallée de Presevo, demeure très préoccupante pour ce qui est de la protection des droits de la personne, de l'égalité des citoyens et du respect des normes européennes pour la protection des minorités nationales.

L'une des choses les plus préoccupantes, c'est la tactique communément appelée la « désactivation de l'adresse », par laquelle des milliers de personnes du groupe ethnique des Albanais sont présumées être retirées des registres civils, ce qui leur fait perdre leurs documents personnels, leur droit de vote et divers autres services publics, ou leur rend la vie beaucoup plus difficile pour y accéder.

La Serbie ne cesse de réclamer le respect des normes les plus élevées pour les droits des Serbes au Kosovo, sans pour autant offrir la même protection des droits aux Albanais qui vivent dans la vallée de Presevo.

Pour cette raison, le gouvernement du Kosovo a toujours plaidé en faveur de l'inclusion des droits et des préoccupations des Albanais de la vallée de Presevo au processus de dialogue entre le Kosovo et la Serbie et réclame une surveillance plus étroite de la communauté internationale, y compris du Canada.

Monsieur le président, le contexte géopolitique global ne peut être ignoré non plus. L'agression de la Russie contre l'Ukraine nous montre comment les tensions régionales peuvent être exploitées par des acteurs externes qui cherchent à détruire les sociétés démocratiques. Les Balkans et le Kosovo ne sont pas à l'abri de telles pressions.

Le Kosovo reste pleinement aligné sur les politiques étrangères et de sécurité euro-atlantiques, y compris concernant les sanctions contre la Fédération de Russie, et il demeure déterminé à contribuer à la stabilité régionale et internationale. L'orientation stratégique du Kosovo est claire: adhésion à l'OTAN, intégration de l'Union européenne, partenariats solides avec des alliés démocratiques et respect du droit international.

La vision du Kosovo est celle d'une région pacifique fondée sur l'égalité souveraine, le respect mutuel et de bonnes relations de voisinage. Nous demeurons pleinement engagés dans le dialogue facilité par l'Union européenne avec la Serbie et soulignons que la normalisation doit se fonder sur la mise en œuvre de accords existants que nous avons conclus avec la Serbie et sur la reconnaissance mutuelle. Ce sont là les fondements d'une paix durable et de la stabilité de la région à long terme.

Monsieur le président, les Balkans occidentaux subissent également de vastes influences externes qui ont une incidence sur la stabilité de la région. La Serbie, qui est pleinement en phase avec la Fédération de Russie, continue d'exercer une influence déstabilisatrice au moyen de campagnes de désinformation, de pressions politiques et d'efforts visant à approfondir les divisions à l'intérieur des États de la région et entre eux. Hors du Kosovo, de telles activités sont également manifestes en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Macédoine du Nord; or, la stabilité institutionnelle et l'orientation euro-atlantique de ces pays doivent être protégées.

En même temps, l'engagement économique de la Chine et sa présence croissante dans les Balkans occidentaux doivent être analysés dans un contexte géoéconomique plus large, où le développement économique, la concurrence stratégique et l'orientation politique de la région s'entrecroisent. Nous croyons que tous les partenariats externes devraient renforcer plutôt qu'affaiblir l'intégration et l'orientation euro-atlantiques de notre région. Dans ce contexte, la position du Kosovo est cohérente: l'avenir des Balkans occidentaux repose sur l'intégration complète — et aussi rapide que possible — à l'OTAN et à l'Union européenne.

Malgré le fait que tous les pays de la région font partie de l'initiative La Ceinture et la Route, la République du Kosovo ne s'est pas jointe à l'initiative et elle reste prudente dans ses relations avec la Chine. Le Kosovo consulte ses partenaires de l'Union européenne et de l'Atlantique à cet égard.

Monsieur le président, le Kosovo ne fait pas que bénéficier de la sécurité; il y contribue également. Nous mettons sur pied des institutions de sécurité professionnelles, démocratiques et multiethniques qui travaillent en étroite collaboration avec les États membres de l'OTAN et leurs partenaires. Grâce à des programmes concrets, à des accords et à des initiatives de coopération, nous sommes heureux de participer au partenariat avec le Canada également.

• (1600)

Le Kosovo croit fermement que l'élargissement de l'OTAN a toujours été l'un des instruments les plus efficaces pour assurer la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux et en Europe. L'adhésion du Kosovo à l'OTAN aurait un effet dissuasif accru dans la région, elle réduirait les vulnérabilités en matière de sécurité et consoliderait davantage la stabilité dans l'ensemble des Balkans occidentaux.

Nous sommes tout à fait conscients que l'adhésion à l'OTAN nécessite un consensus parmi les alliés et un engagement soutenu à l'égard de la réforme. Par conséquent, le Kosovo demeure déterminé à respecter toutes les normes, les obligations et les responsabilités imposées à ses membres. Le rôle du Canada est particulièrement important à cet égard. Par conséquent, nous encourageons le Canada à continuer d'appuyer le cheminement du Kosovo vers l'adhésion à l'OTAN le plus tôt possible. Nous croyons fermement qu'il est grand temps que le Kosovo soit admis comme membre à part entière de l'OTAN.

L'OTAN fait partie de l'ADN du Kosovo et de ses forces de sécurité. Il serait naturel pour le Kosovo d'avoir un siège parmi les autres alliés et de contribuer à tous les efforts possibles, pour toutes les capacités nécessaires.

Cet appui est essentiel non seulement pour permettre au Kosovo d'intégrer pleinement la communauté internationale, mais aussi pour relever les défis mondiaux communs. La présence du Kosovo au sein de l'OTAN amènera plus de paix, plus de sécurité et plus de stabilité dans la région.

Je vous remercie de votre attention. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration, Votre Excellence.

Nous allons maintenant passer aux questions des députés, en commençant par le député Michael Chong.

Vous avez six minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, Votre Excellence, de comparaître devant nous aujourd'hui.

Lors d'une réunion précédente de notre comité, un témoin a fait valoir que l'accession du Kosovo à l'Union européenne ne devrait pas être conditionnelle à la normalisation des relations avec la Serbie, car cela ne produit pas de stabilité et laisse plutôt l'avenir du Kosovo dépendant de la coopération du gouvernement serbe.

Êtes-vous d'accord avec cette évaluation? Pourquoi ou pourquoi pas?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Je ne suis pas d'accord. Le Kosovo fait tout en son pouvoir pour trouver le moyen de vivre en paix avec la Serbie dans la région. Nous sommes engagés en ce sens depuis 2011, où le Kosovo a commencé à participer de façon constructive au dialogue facilité par l'Union européenne avec la Serbie à Bruxelles. Pendant le processus de négociation, nous avons conclu quelques ententes avec la Serbie. Le problème n'est pas de notre côté. Le problème se situe du côté serbe.

L'hon. Michael Chong: Permettez-moi de vous reposer la question.

Dans l'état actuel des choses, l'Union européenne a clairement indiqué que l'un des jalons essentiels sur la voie de l'adhésion du Kosovo à l'Union européenne est la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo.

Il y a une semaine, un témoin a comparu devant notre comité et a recommandé que l'Union européenne retire cette exigence. Autrement dit, la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie ne devrait pas nécessairement être une condition préalable à l'adhésion du Kosovo à l'Union européenne.

Ma question est de savoir si vous êtes d'accord avec cette position.

• (1605)

S.E. M. Adriatik Kryeziu: D'après ce que je peux voir, le processus est très lié au dialogue entre le Kosovo et la Serbie. Nous serions heureux de pouvoir faire abstraction de la Serbie, d'une manière ou d'une autre, dans le processus d'adhésion du Kosovo à l'Union européenne, mais je pense que ce processus est étroitement lié au dialogue entre le Kosovo et la Serbie. Cela ne concerne pas seulement le Kosovo, mais aussi la Serbie. Si le Kosovo et la Serbie veulent se joindre à l'Union européenne, je pense qu'il faut réussir, d'abord et avant tout, dans le processus de dialogue.

J'aimerais revenir sur l'échec de la mise en œuvre de l'accord conclu entre le Kosovo et la Serbie. Le plus important, c'est le dernier accord conclu il y a quelques années, l'accord d'Ohrid. La Serbie ne remplit toujours pas ses obligations en vertu de cet accord sur la voie à suivre pour normaliser les relations entre le Kosovo et la Serbie. Les autorités serbes ont donné quelques indications concernant leurs engagements à l'égard de cet accord, notamment dans une lettre du premier ministre serbe... Elles ont accepté les modalités de l'accord d'Ohrid, mais tout de suite après, elles ont envoyé une lettre à l'Union européenne pour se dissocier des éléments clés de l'accord.

D'après ce que je peux voir, ce processus est très lié... Les voies d'accès du Kosovo et de la Serbie à l'Union européenne sont intimement liées à ce processus.

L'hon. Michael Chong: D'accord. Merci.

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Il serait plus facile pour le Kosovo de s'affranchir de cette obligation, d'une manière ou d'une autre, mais d'après ce que je vois, nous devons d'abord nous entendre.

L'hon. Michael Chong: Merci. Je vous remercie de cette réponse.

J'ai une deuxième question.

Vers la fin de votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de la République populaire de Chine.

Pouvez-vous nous dire à quoi ressemble la relation entre le Kosovo et la République populaire de Chine?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: L'influence de la Chine dans la région est plus effervescente que jamais. Le Kosovo croit que tous les partenaires externes devraient renforcer plutôt qu'affaiblir les aspirations euro-atlantiques de la région.

Dans ce contexte, la position du Kosovo est cohérente. L'avenir des Balkans occidentaux repose sur une pleine intégration de l'OTAN et de l'Union européenne, le plus rapidement possible. Le fait est que les autres pays de la région participent à l'initiative La Ceinture et la Route, mais le Kosovo n'y a pas adhéré. Je ne sais pas à quel point vous connaissez ce projet.

L'initiative La Ceinture et la Route est une stratégie mondiale de développement économique des infrastructures lancée par la Chine en 2013 pour améliorer la connectivité commerciale et les investissements en Asie, en Europe, en Afrique et ailleurs. C'est pourquoi le Kosovo a été très prudent avant de se joindre à cette initiative: d'après ce que nous pouvons voir, la Chine essaie, par l'économie et le commerce, d'exercer de l'influence sur notre région.

L'hon. Michael Chong: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Abdelhaq Sari.

Vous avez six minutes.

[Français]

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur. Je tiens d'abord à vous remercier et j'aimerais également vous souhaiter la bienvenue. J'aimerais aussi signaler que, dans notre comité, nous suivons de près l'évolution de la situation dans les Balkans occidentaux. C'est une région dont l'instabilité, de manière générale, a des répercussions directes sur l'ordre international et mondial, lequel est normalement fondé sur des règles que le Canada défend de manière très active.

Notre comité examine de manière régulière la contribution du Canada aux missions de paix ou de stabilisation internationale. À la lumière des tensions persistantes dans la région et du rôle que joue la KFOR, soit la Force pour le Kosovo, dans la zone, j'aimerais bien savoir quelle forme de présence ou d'engagement du gouvernement canadien, que ce soit sur le plan diplomatique, sur le plan militaire ou sur le plan du renforcement des capacités, aurait selon vous un effet beaucoup plus direct, concret, efficace et surtout durable sur la stabilité des Balkans occidentaux.

• (1610)

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Le Kosovo est un petit pays au grand potentiel, et nous sommes fiers du partenariat renforcé que nous avons établi avec le Canada. Nous sommes fiers de partager les mêmes valeurs fondamentales de démocratie, de respect des droits de la personne, de diversité et d'inclusion.

Le Canada a été l'un des premiers pays à ouvrir ses portes et son cœur aux réfugiés du Kosovo en 1999. Plus de 7 000 réfugiés du Kosovo sont venus au Canada. Ils y ont trouvé de l'espoir, mais aussi un foyer, de sorte que le Canada a fait beaucoup pour le Kosovo dans l'histoire.

Récemment, nous avons travaillé très fort pour renforcer notre relation en matière de défense et de sécurité. Il y a deux ans, le Kosovo s'est joint au PICM, le Programme d'instruction et de coopération militaires. Aujourd'hui, nous avons des cadets au Canada qui sont en formation depuis des mois. Le Canada est également présent au Kosovo dans le cadre des programmes et des accords que nous avons établis au cours des dernières années. De plus, le Canada est présent au Kosovo avec la KFOR, qui fait partie de l'OTAN. C'est une très petite mission. Seuls six soldats et un attaché de défense en font partie, mais le Canada a officiellement sa propre mission au Kosovo sous l'égide de l'OTAN.

[Français]

Abdelhaq Sari: Dans un autre ordre d'idées, j'aimerais bien que nous parlions un peu plus d'ingérence étrangère et de votre résilience comme nouveau pays démocratique, comme jeune pays démocratique. Le Comité s'intéresse aussi de près aux menaces que fait peser l'ingérence étrangère de certains pays sur les démocraties partenaires du Canada. Le Kosovo, comme je viens de le dire, est une démocratie dans une région où plusieurs acteurs étrangers cherchent, d'une manière ou d'une autre, à étendre leur influence.

Quelles sont les formes d'ingérence les plus préoccupantes, selon vous, auxquelles le Kosovo fait face aujourd'hui? Comment le Canada pourrait-il, au moyen de ses outils de politique étrangère, contribuer à renforcer la résilience de vos institutions démocratiques?

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: À ce jour, le Canada a investi environ 160 millions de dollars au Kosovo, et il a également mis en œuvre d'autres programmes relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité, en soutenant les femmes dans le cadre de la Force de sécurité du Kosovo. Nous travaillons également en étroite collaboration avec le Forum international sur la sécurité d'Halifax, et nous allons nous joindre à quelques autres programmes en novembre à Halifax dans le cadre de notre collaboration.

En ce qui concerne l'ingérence, notre principale menace au Kosovo est la Serbie. La Serbie... ce n'est plus un secret. C'est le seul pays de la région qui n'a pas imposé de sanctions contre la Fédération de Russie, ce que le Kosovo fait depuis le début. Il a été l'un des premiers pays de la région à imposer des sanctions contre la Fédération de Russie. Les Russes et les Serbes ont coordonné leurs efforts et leurs engagements pour déstabiliser le Kosovo et la région. Ils ont ciblé le Nord du Kosovo...

Abdelhaq Sari: Quelles formes cette influence a-t-elle prises?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Les médias ont causé beaucoup de problèmes au Kosovo récemment, tout comme les gens qui sont infiltrés. Je ne sais pas si vous le savez, mais en Serbie, dans la deuxième ou la troisième ville en importance, Niš, il y a un centre humanitaire appelé le Centre humanitaire russo-serbe, qui est un centre d'infiltration qui fait tout. Au quotidien, ces gens essaient de mettre en péril tout ce que le Canada et d'autres partenaires qui ont investi au Kosovo ont fait. Ils essaient d'orchestrer une autre zone de conflit, alors ils ciblent le Nord du Kosovo. C'est pourquoi, en 2023, nous avons eu cette situation déplaisante à Banjska.

• (1615)

Abdelhaq Sari: Je tiens à vous remercier.

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, c'est un plaisir de vous revoir encore une fois. Je vous souhaite la bienvenue au Comité.

En avril 2024, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté majoritairement, avec 131 voix pour, 29 voix contre et 11 abstentions, en faveur d'une recommandation visant à inviter le Kosovo à devenir membre de l'organisation. Cependant, les ministres du Conseil de l'Europe n'ont pas donné suite à cette recommandation.

Comment pouvons-nous entrevoir positivement la possibilité que le Kosovo fasse un jour partie du Conseil de l'Europe?

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Je suis reconnaissant envers l'équipe du Canada au sein du Conseil de l'Europe. Vous n'êtes pas membre du Conseil de l'Europe, mais vous avez quand même un statut de membre associé, de pays observateur. Grâce à vous, le Kosovo a fait beaucoup pour se joindre au Conseil de l'Europe.

Comme je l'ai mentionné, le dialogue entre le Kosovo et la Serbie est essentiel. Il faut trouver une façon d'ouvrir d'autres chapitres, et cela touche directement le Conseil de l'Europe. Plus ou moins au moment où la situation à Banjska a eu lieu au Kosovo, en 2023, le dialogue n'a pas bien fonctionné pendant quelques années, pour une raison ou une autre. La géopolitique et la géostratégie ont également changé dans notre région, et nous avons fait preuve d'une certaine prudence quant à la façon de traiter avec la Serbie. Nous nous concentrons davantage sur la gestion et la coordination de nos efforts et de notre engagement avec nos partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN afin de garder la Serbie sous contrôle, ainsi que les Russes, qui travaillent et sont présents en Serbie. Ils ont essayé de lancer quelque chose dans notre région, en particulier au Kosovo, mais aussi en Bosnie-Herzégovine.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Pourriez-vous indiquer au Comité ce que ça voudrait dire pour le Kosovo de faire partie du Conseil de l'Europe? Quelle importance cela aurait-il pour votre pays?

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Si vous me le permettez...? Je n'ai pas bien entendu.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Quelle importance aurait l'adhésion de votre pays au Conseil de l'Europe? Quelle importance aurait l'intégration européenne plus large du Kosovo? Quelle importance cela aurait-il pour le pays? Quelles seraient les conséquences positives?

Au bénéfice du Comité, pouvez-vous nous expliquer ce qu'une telle adhésion changerait dans la vie des Kosovars? Pouvons-nous nous dire aussi ce que cela changerait sur le plan politique pour les futurs gouvernements et le gouvernement actuel?

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Cela pourrait nous aider dans nos efforts pour nous joindre à l'Union européenne à plus court terme. Cela pourrait également nous aider à nous rapprocher de l'Europe et

à l'aider à mieux comprendre ce que le Kosovo a fait pour la communauté serbe, une autre communauté qui vit au Kosovo.

De plus, cela pourrait aider le Kosovo à obtenir le statut de candidat pour se joindre à l'Union européenne. C'est une sorte d'exigence. Il faut d'abord être membre du Conseil de l'Europe pour avoir ce statut — et pour mieux performer et améliorer son statut au sein de l'Union européenne et, par conséquent, pour le Kosovo.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Le Canada a quand même eu une certaine influence. Évidemment, le Canada a reconnu le Kosovo en 2008. À mon avis, il y a quand même des liens importants qui se sont créés entre le Canada et le Kosovo à la suite de cette reconnaissance, justement. Je pense que le Canada — et c'est un indépendantiste québécois qui vous le dit — a quand même fait un bon travail de représentation pour la cause du Kosovo.

Maintenant, sentez-vous que cette influence canadienne est en train de diminuer? Nous avons parlé de la Russie et de la Chine. Est-ce que vous sentez que l'influence du Canada, sans que ce soit à cause des décisions des différents gouvernements canadiens, diminue par rapport à celle d'autres puissances qui acquièrent carrément beaucoup plus de force, beaucoup plus d'importance quant à leur influence relativement à ce qui se passe au Kosovo présentement, et relativement à l'avenir du Kosovo?

● (1620)

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Nous sommes honorés et reconnaissons que le Canada ait été l'un des premiers pays à reconnaître le Kosovo comme un pays indépendant. Nous sommes également honorés de dire qu'en tant qu'ambassadeur, et en étant ici depuis six ans, j'ai pu travailler en étroite collaboration avec le gouvernement provincial du Québec. J'ai l'honneur de dire aujourd'hui que nos cadets sont à l'École militaire de Saint-Jean et qu'ils s'entraînent depuis des mois.

La relation entre le Kosovo et le Canada est spéciale, y compris ici, avec la relation avec le Québec. De plus, nous sommes fiers d'avoir une diaspora au Québec. Il s'agit d'une diaspora petite, mais bien intégrée, et d'une diaspora qui contribue à l'économie et à la diversité canadiennes.

C'est mon point de vue. Je ne suis pas en mesure d'en dire plus sur ce genre de relation, mais...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je comprends tout à fait et je suis content, parce que le Canada est bon pour reconnaître les nouveaux pays.

[Traduction]

Le président: Monsieur Brunelle-Duceppe...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Il serait le premier à reconnaître le pays du Québec.

[Traduction]

Le président: ... il faudra attendre le prochain tour.

Nous allons commencer le prochain tour par M. Aboultaif.

Pour gagner du temps, nous allons accorder quatre minutes à chacun, sauf à M. Brunelle-Duceppe, bien sûr.

Allez-y, s'il vous plaît.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, bienvenue au Comité et merci de comparaître aujourd'hui.

Le Kosovo a l'ambition d'entrer dans l'Union européenne et dans l'OTAN — deux choses différentes, deux objectifs importants — et je le félicite de participer à cette mission. Selon vous, quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez pour réaliser ces rêves?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: De quoi s'agissait-il...?

Ziad Aboultaif: Quelle est la principale difficulté, et qu'est-ce qui vous empêche de devenir membre de l'Union européenne et de l'OTAN?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: En ce qui concerne l'Union européenne, le dialogue entre le Kosovo et la Serbie devient en quelque sorte un casse-tête pour notre adhésion à l'Union européenne. Nous voulons nous joindre à l'Union européenne parce que nous travaillons très fort depuis des années et nous avons satisfait à de nombreux critères, mais le dialogue est l'un des grands problèmes que nous avons.

En ce qui concerne l'OTAN, j'ai vu la géopolitique et la géostratégie, et c'est pourquoi je demande aux Canadiens — amis et alliés — de réfléchir et de faire pression pour que le Kosovo se joigne à l'OTAN dès que possible.

Ziad Aboultaif: Y a-t-il une impasse politique? Vous avez eu trois élections en un an. Est-ce l'une des raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas aller de l'avant? Croyez-vous que cela ne fonctionne pas vraiment à votre avantage?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Au Kosovo, nous continuons de faire des progrès dans le domaine de la formation en matière de sécurité et des objectifs stratégiques avec l'alliance de l'OTAN. Le Kosovo applique les normes et les doctrines de l'OTAN et les mêmes engagements. Nous considérons que nous avons travaillé et fait tout ce qui était en notre pouvoir pour faire partie de l'organisation le plus tôt possible.

Ziad Aboultaif: La relation avec la Serbie est essentiellement tendue. Il y a une diaspora serbe au Kosovo. Pouvez-vous nous dire quels efforts le gouvernement du Kosovo déploie pour réduire cette tension? Cela pourrait être l'un des obstacles. Pouvez-vous nous parler à nouveau des efforts déployés par le gouvernement pour réduire cette tension et faire des progrès?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Au Kosovo, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour réduire les tensions et avoir un dialogue sérieux avec la Serbie. La République du Kosovo reste fermement déterminée à faire en sorte que la communauté serbe du Kosovo soit pleinement protégée, représentée et intégrée dans le cadre constitutionnel et international du pays, mais c'est le leadership serbe de Belgrade qui interfère, qui s'ingère dans le Nord du Kosovo et qui essaie de faire en sorte que cette partie du Kosovo demeure une zone instable...

• (1625)

Ziad Aboultaif: Si vous voulez bien...

S.E. M. Adriatik Kryeziu: ... en utilisant la communauté serbe, qui est citoyenne du Kosovo, pour essayer de créer une zone instable.

Ziad Aboultaif: Pouvez-vous nommer une seule mesure qui, selon vous, serait utile pour améliorer ces relations afin que vous puissiez aller de l'avant?

Le président: Veuillez répondre très brièvement.

Ziad Aboultaif: Je vous ai demandé si vous pouviez nommer un seul effort qui, selon vous, fera vraiment la différence pour que vous puissiez progresser.

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît, car nous avons dépassé le temps imparti.

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Le gouvernement du Kosovo est très attaché à la primauté du droit dans le Nord du pays. L'égalité des chances est un pilier essentiel d'une société stable et démocratique. Nous demeurons déterminés à collaborer de façon constructive avec toutes les communautés, en collaboration avec nos partenaires internationaux, afin de créer un environnement calme dans le Nord du Kosovo.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez quatre minutes.

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup, Votre Excellence, d'être ici aujourd'hui et de participer à cette conversation.

Comme nous l'avons dit, le Canada soutient depuis longtemps le Kosovo, et je veux parler de l'avenir.

Selon vous, comment notre coopération bilatérale entre le Kosovo et le Canada a-t-elle le plus grand potentiel de croissance au cours des prochaines années?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Le Kosovo, qui a vu le premier ministre Carney être un dirigeant très engagé et déterminé à approfondir la coopération économique et commerciale, a ouvert la voie à une collaboration avec le Canada dans le secteur minier. Des entreprises canadiennes souhaitent investir au Kosovo et y mener des activités d'exploration minière.

Au cours des cinq dernières années, le Kosovo a participé chaque année à l'Association canadienne des prospecteurs et des entrepreneurs, ou ACPE. Nous collaborons avec les gouvernements fédéral et provinciaux, et nous nous efforçons d'ouvrir un nouveau chapitre dans la coopération économique et commerciale. Au-delà des secteurs de la défense et de la sécurité, où nous avons déjà obtenu du succès jusqu'à présent, le moment est venu pour le Kosovo et le Canada d'explorer les possibilités de coopération économique et commerciale.

Le Kosovo et le Canada ont signé un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers, ou APIE. Nous sommes toujours en cours de négociation pour conclure un deuxième accord visant à éliminer la double imposition, ainsi que pour signer un protocole d'entente entre les chambres de commerce du Kosovo et de l'Ontario. Le cadre juridique permettant au Kosovo et au Canada de faire des affaires et d'investir dans nos pays respectifs existe déjà. Il s'agit désormais d'une question politique: il faut voir s'ils souhaitent prendre des mesures concrètes pour déterminer ce que nous pouvons faire à cet égard.

L'hon. Mona Fortier: Vous avez mentionné plus tôt la diaspora kosovare. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont la diaspora kosovare au Canada joue un rôle pour renforcer les liens économiques ou culturels, par exemple? Je sais que vous en avez déjà parlé brièvement, mais vous avez peut-être d'autres éléments à nous communiquer.

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Le Kosovo compte une petite diaspora ici, mais elle est très dynamique. Elle est très bien intégrée dans la société canadienne, qui joue un rôle important pour renforcer les relations entre le Kosovo et le Canada. C'est un pont, un pont très solide, entre le Kosovo et le Canada.

Ces personnes travaillent avec dévouement et contribuent à l'économie canadienne. De plus, de nombreux membres de notre diaspora ici ont récemment investi au Kosovo et encouragé d'autres entreprises kosovares à venir investir au Canada. C'est sensiblement ce qu'ils ont fait pour renforcer les relations entre nos deux pays.

• (1630)

L'hon. Mona Fortier: Si vous aviez encore un souhait à formuler pour la relation — il vous reste 30 secondes —, quel serait-il?

S.E. M. Adriatik Kryeziu: J'aimerais beaucoup voir des relations beaucoup plus solides entre le Kosovo et le Canada. Je suis ici depuis six ans et demi, et j'aimerais beaucoup qu'après mon départ — rien n'est encore officiel, mais je quitterai peut-être le Canada dans quelques mois ou un an —, un ambassadeur beaucoup plus dynamique vienne ici, poursuive le travail qui a été entamé et rapproche encore davantage le Kosovo et le Canada. C'est ce que je souhaite pour nos deux pays et nos peuples.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant céder la parole à M. Brunelle-Duceppe pour deux minutes et demie, s'il vous plaît.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, je pense que des ONG ont souligné quelques problèmes de corruption dans des institutions publiques au Kosovo, mais on a vu quand même une nouvelle génération de politiciens qui semblent vraiment vouloir relever ce défi et s'attaquer à ce problème. Est-ce que le gouvernement actuel du Kosovo met en place des mesures pour s'attaquer aux problèmes qui ont été soulignés par quelques ONG?

Je ne veux attaquer personne, évidemment, mais nous sommes ici pour parler de ce qui se passe. Est-ce que, présentement, il y a des mesures qui sont mises en place par le gouvernement pour aborder la question de la corruption dans certaines institutions publiques au Kosovo?

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Je ne sais vraiment pas pour quel...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je ne sais pas si vous avez pris connaissance du dernier rapport de Freedom House, mais on pourra peut-être vous le faire suivre. On a constaté que de nombreuses institutions publiques au Kosovo étaient minées par une corruption profondément enracinée. Ce rapport soulignait qu'une nouvelle génération de responsables politiques semblait vouloir relever ces défis par le truchement de réformes judiciaires et administratives.

Je me demande si vous pouvez, au bénéfice du Comité, nous dire quelles sont les mesures que cette nouvelle génération politique veut mettre en place pour contrer ces problèmes.

[Traduction]

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Eh bien, honnêtement, je ne sais pas. Je n'ai pas vu ce rapport, et je ne suis pas en mesure de fournir des informations sur un sujet que je ne connais pas.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Il n'y a pas de souci. Nous vous ferons parvenir le rapport, qui était plutôt positif, parce qu'il soulignait le fait que le Kosovo voulait prendre à bras-le-corps certains problèmes. Tous les pays du monde ont été aux prises avec des problèmes de la sorte. Je peux vous parler de la commission Charbonneau, au Québec. C'était donc plutôt une question de type « ballon de plage » pour savoir quelles sont les mesures qui sont mises en place pour assainir les différentes institutions publiques au Kosovo.

Je peux poser une autre question très simple: quels sont les secteurs économiques que le Canada et le Kosovo pourraient développer, et qui sont des liens évidents sur lesquels nous pourrions travailler ensemble?

[Traduction]

Le président: Répondez brièvement, monsieur l'ambassadeur, car nous avons dépassé le temps imparti.

S.E. M. Adriatik Kryeziu: Comme je l'ai mentionné, l'exploitation minière et des minéraux constitue un secteur dans lequel le Canada et le Kosovo pourront collaborer très étroitement dans un avenir rapproché. Comme je l'ai dit, la loi existe déjà entre nos deux pays, et les entreprises canadiennes sont les bienvenues pour investir au Kosovo et considérer ce pays comme une plaque tournante pour la région.

Notre premier ministre s'est montré très franc avec les Canadiens, et il souhaite réellement que davantage de mesures soient prises et que le Canada s'engage de manière plus concrète. Nous avons ciblé le secteur des mines et des minéraux. C'est le secteur clé susceptible de rapprocher le plus le Kosovo et le Canada. C'est, pour l'instant, tout ce que...

Le président: Je vous remercie.

Merci, Votre Excellence, de comparaître devant le Comité et de répondre à nos questions. Nous vous en sommes reconnaissants. Nous savons que vous êtes l'un des ambassadeurs en poste depuis le plus longtemps au Canada. Vous êtes ici depuis six ans, et rien n'indique que votre pays souhaite votre retour. Vous devez vraiment faire du bon travail.

Je vais maintenant suspendre brièvement la réunion pour que nous puissions nous préparer pour la prochaine heure.

Encore une fois, je vous remercie au nom du Comité.

• (1635)

(Pause)

• (1640)

Le président: Je déclare la séance ouverte.

Pour la deuxième heure de la réunion d'aujourd'hui, j'ai le plaisir d'accueillir nos témoins, qui se joignent à nous par vidéoconférence.

Premièrement, nous accueillons M. Muhamet Brajshori, chargé de cours au Heimerer College et ancien sous-ministre des affaires étrangères du Kosovo.

Nous recevons également M. Gëzem Visoka, professeur agrégé en études de la paix et des conflits, Dublin City University.

Enfin, nous accueillons Jos Boonstra, chercheur en chef, Centre Européen de Sécurité et Stratégie.

Nous vous accorderons cinq minutes maximum pour faire votre déclaration liminaire, après quoi nous passerons aux séries de questions.

J'invite maintenant M. Brajshori à faire une déclaration liminaire d'au plus cinq minutes.

Merci.

Muhamet Brajshori (chargé de cours au Heimerer College et ancien sous-ministre des affaires étrangères du Kosovo, à titre personnel): Merci, monsieur le président et honorables membres du Comité, de l'invitation.

Je vous remercie de me donner l'occasion de contribuer à votre étude sur la situation sécuritaire dans les Balkans occidentaux, une région dans laquelle le Canada a joué un rôle important en soutenant la transition de conflit à la paix. Bien que d'importants progrès aient été réalisés, la région continue de se heurter à des défis susceptibles de compromettre ces progrès.

Le Canada occupe une place particulière dans mon cœur. Pendant la guerre de 1999, lorsque les forces serbes ont chassé des centaines de milliers de civils de leurs foyers, ma famille a fait partie de celles qui ont été séparées par la violence et le nettoyage ethnique. Nos grands-parents ont été séparés de nous, mais ils ont trouvé refuge au Canada, sont devenus des citoyens canadiens et ont vécu le reste de leur vie dans la dignité et la paix au Canada. Nous sommes reconnaissants envers le peuple canadien.

Mon analyse principale est claire. Les Balkans occidentaux demeurent l'un des espaces géopolitiques les plus vulnérables d'Europe, où il continue d'avoir des différends bilatéraux non résolus, une influence autoritaire externe et une intégration euro-atlantique inachevée. La région ne devrait donc pas être considérée comme un héritage de l'après-conflit, mais comme un élément actif de la sécurité européenne et transatlantique.

Trois évolutions méritent une attention particulière.

Premièrement, le règlement politique de l'après-guerre froide dans les Balkans continue d'être problématique. La Serbie continue de refuser l'indépendance du Kosovo, entretient des relations stratégiques étroites avec la Russie et la Chine et cherche à conserver son influence politique dans toute la région et dans les pays voisins.

Deuxièmement, la concurrence géopolitique s'intensifie. La Russie continue d'exploiter les différends bilatéraux non résolus et les vulnérabilités institutionnelles dans la région, en se servant des tensions régionales pour remettre en cause la cohésion occidentale et créer une incertitude stratégique.

Troisièmement, la crédibilité du processus d'intégration euro-atlantique est de plus en plus mise à l'épreuve. Quand les réformes démocratiques ne donnent pas lieu à des résultats stratégiques visibles, le soutien pour ces réformes s'affaiblit et les options nationalistes deviennent plus attrayantes.

Le Kosovo illustre bon nombre de ces défis. Depuis sa déclaration d'indépendance en 2008, il a mis en place des institutions démocratiques, s'est aligné systématiquement sur l'Union européenne et l'OTAN et a affiché une orientation clairement occidentale. Toutefois, il ne reste que partiellement intégré au système international, est exclu des Nations unies en raison du veto de la Russie et est confronté à des obstacles additionnels, car cinq États membres de l'Union européenne et quatre membres de l'OTAN n'ont pas reconnu son indépendance.

Pour réduire les zones grises sur le plan géopolitique dans les Balkans occidentaux, il faut une feuille de route structurée en vue de l'adhésion du Kosovo à l'OTAN. L'attaque de Banjska, perpétrée en septembre 2023 par un groupe criminel lourdement armé sous le contrôle des structures de sécurité serbes, a démontré que le processus de normalisation inachevé entre le Kosovo et la Serbie continue de présenter des risques pour la sécurité et a fait ressortir l'importance d'une dissuasion crédible et d'un engagement politique renouvelé dans le cadre des dialogues.

La région frontalière nous offre une autre leçon importante. Les pays qui entreprennent des réformes démocratiques difficiles doivent constater des progrès tangibles vers une intégration euro-atlantique. Autrement, la confiance du public s'érode, les forces nationalistes gagnent en puissance et la crédibilité du projet occidental lui-même est affaiblie. L'intégration européenne future de pays comme l'Albanie et le Monténégro revêt donc une importance qui transcende leurs frontières. Elle façonnera l'orientation stratégique de toute la région pour les années et les décennies à venir.

Du point de vue canadien, les Balkans occidentaux devraient être pressentis dans le cadre plus large de la sécurité transatlantique. L'instabilité qui règne dans la région a des répercussions sur la cohésion de l'OTAN, la sécurité européenne, la gestion des migrations et la crédibilité de l'ordre international fondé sur des règles.

Dans ce contexte, je me permets de formuler respectueusement trois recommandations politiques.

Premièrement, le Canada devrait soutenir activement l'adhésion du Kosovo à l'OTAN et encourager une reconnaissance internationale plus large du Kosovo auprès des partenaires avec lesquels il entretient des relations étroites au sein de l'Union européenne, de l'OTAN et du Commonwealth.

Deuxièmement, le Canada devrait mettre en place un sommet régulier entre le Canada et les Balkans occidentaux, réunissant des représentants des gouvernements, des parlementaires, des chefs d'entreprise et des membres de la société civile, afin de garantir un engagement à long terme du Canada dans la région.

Troisièmement, le Canada devrait étendre son influence économique en encourageant une participation accrue du secteur privé dans la défense, l'énergie et les minéraux critiques. Cela permettra d'offrir des solutions de rechange crédibles à l'influence autoritaire tout en créant de nouvelles occasions pour les entreprises canadiennes dans un marché important sur le plan stratégique.

● (1645)

Monsieur le président, le principal obstacle stratégique dans les Balkans occidentaux est l'incertitude qui perdure, et non pas la présence de conflits. L'histoire nous a démontré que le vide politique ouvre la voie à l'ingérence étrangère alors que les avenues plausibles vers l'intégration euroatlantique renforcent la résilience démocratique et la stabilité à long terme.

Le Canada joue depuis 30 ans un rôle important dans les Balkans occidentaux. Sa crédibilité et ses intérêts stratégiques lui permettent de continuer à contribuer à la stabilité d'une région qui reste essentielle pour la future architecture de sécurité de l'Europe.

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

Je cède la parole à M. Visoka.

Gëzim Visoka (professeur agrégé en études de la paix et des conflits, Dublin City University, à titre personnel): Monsieur le président, mesdames et messieurs, merci de m'avoir invité à témoigner devant le Comité.

Je m'appelle Gëzim Visoka, et je suis professeur agrégé en études de la paix et des conflits à l'Université Dublin City en Irlande. Mes recherches portent sur la consolidation de la paix après les conflits, la dynamique de la reconnaissance diplomatique et la montée des forces opposées à la paix dans les Balkans.

Depuis 30 ans, la paix dans les Balkans occidentaux dépend de la stabilité et des valeurs de l'alliance euro-atlantique. Aujourd'hui, toutefois, les changements apportés aux priorités des politiques étrangères américaines et les hésitations au sein de l'Union européenne sapent directement cette sécurité.

Aujourd'hui, je vais souligner trois tendances interreliées qui affectent la sécurité dans les Balkans occidentaux.

Premièrement, le recul des démocraties, la montée des régimes autocratiques et le déclin de l'ordre international libéral sont des tendances observées à l'échelle mondiale, y compris aux Balkans. La Serbie n'est plus considérée comme une démocratie, mais comme une autocratie électorale en proie à une instabilité sociale prolongée. Les autres pays des Balkans jouissent d'une liberté partielle affectée par l'instabilité politique, la corruption, et à certains endroits, les restrictions imposées à la liberté des médias. Comme la promotion de la démocratie s'efface progressivement des priorités des politiques étrangères occidentales, les dirigeants régionaux font marche arrière sur les réformes essentielles.

Deuxièmement, le virage vers la diplomatie transactionnelle prônée par l'administration Trump a ravivé de dangereuses tendances révisionnistes et exacerbé les tensions ethniques qui sapent les investissements internationaux dans la consolidation de la paix et le renforcement des États des 30 dernières années. Des attaques armées et du sabotage ont été commis par des groupes serbes dans le nord du Kosovo parallèlement à des campagnes de désinformations intenses visant à attiser les tensions ethniques en Bosnie-Herzégovine, par exemple, et la polarisation ethnique en Macédoine du Nord et au Monténégro. En outre, les pressions des États-Unis sur l'OTAN et ses menaces de retirer son soutien à la sécurité de l'Europe ont déclenché des politiques de militarisation concurrentielle dans les Balkans occidentaux. Ces fissures profitent directement à la grande stratégie de la Russie, qui repose sur la désinformation, la collaboration avec les opposants à la paix et l'exploitation des guerres figées pour affaiblir la sécurité européenne et euro-atlantique.

Troisièmement, les menaces à la sécurité dans les Balkans occidentaux n'émanent pas seulement des forces hostiles extérieures telles que la Russie. L'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN demeure le principal objectif stratégique de la région, mais l'élargissement est pour ainsi dire au point mort en raison du manque de volonté politique de l'Union européenne à l'égard de l'intégration des

Balkans occidentaux. Ce n'est que récemment que l'UE a manifesté un regain d'intérêt à accélérer les procédures d'adhésion, en particulier pour le Monténégro et l'Albanie, en raison de l'impératif géopolitique d'offrir des perspectives d'adhésion à l'Ukraine et à la Moldavie pour décourager l'agression russe. Une vulnérabilité majeure subsiste au sein même de l'UE. Le Kosovo n'est toujours pas reconnu par cinq États membres — Chypre, la Grèce, la Roumanie, la Slovaquie et l'Espagne —, dont quatre sont des membres de l'OTAN, qui bloquent jusqu'à présent le parcours d'adhésion du Kosovo à l'UE et à l'OTAN et qui contribuent indirectement à paralyser la normalisation des relations avec la Serbie. Si ces pays acceptaient de reconnaître le Kosovo et de débloquent l'accès de ce pays à l'alliance euro-atlantique, l'Europe serait plus sûre et plus prospère.

Mesdames et messieurs les députés, le Canada soutient fièrement depuis longtemps les opérations de paix et l'ordre international fondé sur des règles dans les Balkans. En cette période critique, je crois que le Canada est particulièrement bien placé pour assurer un leadership fondé sur des principes dans le cadre de la stratégie euro-atlantique pour les Balkans. Ne permettons pas aux politiques transactionnelles d'anéantir trois décennies d'efforts pour la consolidation de la paix. Le Canada peut et doit jouer un rôle déterminant pour convaincre les alliés de l'OTAN et de l'Union européenne à adopter une position unifiée et décisive sur la démocratie et l'intégration régionale; la préservation de la paix et du statut d'État de la Bosnie-Herzégovine; la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et son appartenance légitime aux organisations internationales.

Merci. Je suis prêt à répondre à vos questions.

● (1650)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons à la déclaration liminaire de M. Boonstra.

Jos Boonstra (rechercheur en chef, Centre d'études européennes sur la sécurité): Monsieur le président, mesdames et messieurs, merci de m'avoir invité à vous faire part de mes recherches sur la situation de la sécurité dans les Balkans.

Je travaille pour le Centre d'études européennes aux Pays-Bas. Le centre est une ONG établie en 1993 dont la mission initiale était d'aider les pays d'Europe centrale et orientale à opérer une transition démocratique dans le domaine de la gouvernance de la sécurité et de la défense, ce que nous faisons encore aujourd'hui. Notre priorité dans les Balkans occidentaux est de bâtir des capacités et de renforcer la coopération dans le secteur de la sécurité entre les acteurs qui exercent une surveillance, dont les plus importants sont les parlements dans les Balkans, mais aussi les organismes d'audits, les ombudsmans et la société civile.

J'aimerais en guise d'introduction soulever trois points en allant du général au particulier. Le premier porte sur l'Union européenne et les Balkans. Vendredi dernier, les dirigeants de l'UE et des Balkans occidentaux se sont réunis au Monténégro pour discuter de l'élargissement, un processus au point mort depuis l'adhésion de la Croatie en 2013. Ces dirigeants semblent satisfaits du statu quo. Les États membres de l'Union européenne approuvent la stabilité dans les Balkans et sont réticents à expliquer à leurs électeurs pourquoi la Macédoine du Nord ou la Serbie devraient devenir membres de l'UE. De plus, dans les Balkans, les chefs d'État tiennent à maintenir leur emprise sur le pouvoir et leurs réseaux clientélistes. Toutefois, l'ensemble de la population des Balkans occidentaux ne tire aucun bénéfice de cette situation. Les jeunes vont chercher du travail ailleurs, le plus souvent en Union européenne.

Le sommet a produit deux résultats. Premièrement, les résidents des Balkans occidentaux et de l'UE cesseront de payer des frais supplémentaires d'itinérance pour les appels et les données. C'est un résultat tangible pour toutes les familles dont les enfants vivent à l'étranger. Deuxièmement, peut-être plus dans le long terme, l'Allemagne et la France ont présenté un document de non-participation qui ouvre un débat entre les États membres de l'UE en vue de transformer la politique actuelle d'élargissement en un processus par étapes dans le cadre duquel les membres associés tirent des avantages et acquièrent de l'influence à un stade plus précoce. Ce processus se fait attendre depuis longtemps, car l'élargissement va aujourd'hui au-delà d'une relation entre un donateur et un bénéficiaire. Les États membres de l'UE devront réfléchir de manière stratégique. L'UE a besoin des Balkans occidentaux et vice-versa.

Mon deuxième point est directement lié à la sécurité dans les Balkans. L'Union européenne, avec le Canada, devrait réfléchir à la façon d'inclure les Balkans occidentaux à de nouvelles initiatives de coopération en sécurité qui se juxtaposeraient ou qui s'intégreraient à l'UE et à l'OTAN. Une des propositions est le partenariat de sécurité et de défense, par exemple, que l'Union européenne et le Canada ont conclu il y a un an. Quelles seront les répercussions de l'augmentation des dépenses en défense et de la militarisation en Union européenne sur les Balkans occidentaux? Comment la région peut-elle être un atout plutôt qu'un fardeau? De mon point de vue, ces questions doivent dominer le programme de sécurité avec les Balkans occidentaux. Il faut aussi tenir compte de la région plus vaste qui englobe la Bulgarie et la Roumanie avec la mer Noire, de même que la Croatie et la Grèce avec la Méditerranée.

Entretemps, les régions où l'instabilité risque le plus de frapper sont encore le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine. Les deux pays ont connu leur lot d'intrusions et d'incidents ces dernières années. Lorsque je m'y déplace, je demande à des représentants de la société civile s'ils ressentent la menace imminente d'un incident qui pourrait se transformer en une crise de plus grande ampleur. Les réponses vont dans les deux sens — certains disent que la violence pourrait facilement éclater, et d'autres, que le souvenir vif de la guerre élimine la possibilité d'un conflit. Les deux points de vue se valent, d'où le caractère essentiel du maintien d'une présence internationale au Kosovo et en Bosnie.

Pour terminer sur une note positive à propos de la Bosnie-Herzégovine, le Centre d'études européennes sur la sécurité travaille dans ce pays depuis quelques années, en collaboration avec des ONG de Sarajevo et de Banja Luka. Nous collaborons avec les députés, les fonctionnaires, les acteurs de la société civile et les étudiants. La plupart souhaiteraient se déplacer entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie pour échanger leurs expériences et établir des réseaux de coopération.

• (1655)

Pendant trop longtemps, les donateurs internationaux ne voyaient pas la Bosnie-Herzégovine comme un endroit où investir en raison de son système de gouvernance problématique et d'un manque de volonté politique. Néanmoins, le fait de rassembler les gens, surtout les jeunes, est un vecteur de sécurité et de progrès.

Merci de votre attention. Je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

Nous passons aux questions des députés. Nous commençons avec M. Aboultaif. Vous avez six minutes.

Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être des nôtres.

L'ambition de se joindre à l'Union européenne et à l'OTAN est au cœur des préoccupations du peuple du Kosovo et des priorités stratégiques du gouvernement de ce pays.

J'aimerais commencer avec une question qui s'adresserait à vous tous. Je vous indiquerai dans quel ordre y répondre. Quel est l'obstacle qui empêche le Kosovo de réaliser ses ambitions?

M. Brajshori peut répondre en premier, suivi de M. Visoka et de M. Boonstra.

Muhamet Brajshori: Je vais soulever trois obstacles à l'adhésion du Kosovo à l'Union européenne.

Le premier, qui est aussi le plus important, est la non-reconnaissance par cinq États membres de l'UE: la Grèce, l'Espagne, la Slovaquie, Chypre et la Roumanie. Ces États utilisent des moyens politiques pour empêcher le Kosovo de suivre le processus d'intégration à l'UE. Le Kosovo a présenté une demande il y a plus de deux ans pour obtenir le statut de candidat et pour essayer de lancer les pourparlers sur l'adhésion. L'Union européenne n'y a pas encore donné de suites. Le Kosovo est le seul pays en Europe qui a présenté une demande d'adhésion à l'Union européenne et qui n'obtient pas de réponse de la fédération.

Le Maroc et la Tunisie ont présenté une demande dans le passé qui n'a jamais été traitée. Le Kosovo est un cas historique en raison des problèmes politiques et des divisions au sein de l'UE. La déclaration d'indépendance du Kosovo date de 20 ans. Permettez-moi de laisser tomber les gants blancs et la diplomatie. En ne reconnaissant pas le Kosovo, ces cinq États membres de l'Union européenne ne s'alignent pas avec l'alliance euro-atlantique et les autres États qui ont reconnu le Kosovo, tels que le Canada, les États-Unis et d'autres États membres de l'UE. Ils alignent leur position avec la Russie et la Chine, qui ne reconnaissent pas le Kosovo. Dans ces conditions, il est difficile pour l'UE de montrer du leadership et d'adopter une position commune dans les Balkans occidentaux.

Le deuxième obstacle — je serai très bref — est le dialogue entre le Kosovo et la Serbie. Le Kosovo est en quelque sorte paralysé par le refus de la Serbie de s'engager dans un dialogue qui serait à la fois bénéfique et avantageux.

En réglant ces deux grandes questions, nous donnerons au Kosovo la chance de démontrer qu'il peut satisfaire aux critères et qu'il mérite de suivre le processus d'adhésion à l'Union européenne. L'absence de processus adéquat empêche le Kosovo de prouver qu'il est prêt à devenir membre de l'UE parce qu'il est privé de la possibilité de...

• (1700)

Ziad Aboultaif: Je suis désolé de vous interrompre, mais mon temps est limité et je dois passer aux deux autres témoins.

Veuillez répondre brièvement parce que j'ai une autre question qui s'adresse à vous tous.

Gëzim Visoka: Merci. Je vais procéder.

Pour faire suite aux propos de M. Brajshori, le principal obstacle est le manque de vision. L'Union européenne n'affiche pas de position unanime sur le Kosovo, mais elle doit prendre une décision. Considère-t-elle le Kosovo comme un protectorat ou un territoire contesté ou le considère-t-elle comme un État indépendant et souverain?

Le deuxième sujet litigieux est la dissension profonde entre l'Union européenne et l'OTAN à propos de l'intervention de l'OTAN au Kosovo. La vision de ce qu'aurait dû faire l'ordre international après la guerre froide s'applique et se manifeste encore aujourd'hui au Kosovo.

Le principal obstacle est l'absence de position commune sur le Kosovo au sein de l'Union européenne. Les cinq États membres de l'Union européenne qui ne reconnaissent pas le Kosovo ne forment pas un bloc unifié. Ils invoquent chacun leurs raisons, et ces raisons ne sont pas justifiables. Certaines raisons sont liées au processus et certaines autres sont de nature procédurale. D'autres découlent de décisions prises dans le passé par ces pays, qui ont par exemple persisté à ne pas reconnaître immédiatement le Kosovo, contrairement à ce qu'on fait le Canada et d'autres pays. Ces cinq États s'entêtent à conserver cette position même si elle les amène dans une avenue qui se complique et se détériore de plus en plus au fil du temps.

Ziad Aboultaif: Monsieur Boonstra, la parole est à vous.

Jos Boonstra: Je vais poursuivre dans la foulée de ces deux excellentes réponses.

C'est en effet problématique que les citoyens d'un pays qui utilise l'euro aient besoin d'un visa pour voyager dans les pays de l'Union européenne.

Hormis les problèmes avec les États membres de l'Union européenne et de l'OTAN, il y a les problèmes qui perdurent au Kosovo. Le Kosovo a connu un bon départ en 2008, lorsqu'il est devenu indépendant, car il pouvait bâtir de nouvelles institutions sans les reliquats du passé encore présents dans les pays voisins. Pourtant, les politiciens au Kosovo ne sont pas enclins à emprunter cette voie. Les problèmes de corruption et de clientélisme perdurent. Ce sont des entraves considérables à la réforme démocratique.

Ziad Aboultaif: Cette impasse politique est un problème dont vous n'avez pas vraiment traité.

Pourriez-vous en parler brièvement, monsieur Boonstra?

Le président: Veuillez donner une réponse très brève s'il vous plaît.

Jos Boonstra: L'impasse politique perdure depuis des années. Il y a bon espoir que ces choses changent après les dernières élections et le récent sommet de l'Union européenne. Je pense que davantage de pression sera exercée sur le Kosovo. La nécessité pour ce pays de s'entendre sur le plan politique sera mieux comprise.

J'ai bon espoir, mais je ne retiens pas trop mon souffle.

• (1705)

Le président: Merci beaucoup.

Je cède la parole à Mme Vandenberg.

Vous avez six minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être des nôtres.

Ma première question porte sur quelque chose auquel j'aimerais revenir et que vous avez tous mentionné, soit le lien entre la sécurité, la stabilité et la résilience démocratique.

Monsieur Brajshori, vous avez dit que l'incertitude persistante ouvrait la voie à l'ingérence étrangère.

Monsieur Visoka, vous avez fait remarquer que la promotion de la démocratie s'éloignait des priorités des dirigeants occidentaux. Cette affirmation est très lourde de sens.

Monsieur Boonstra, je sais que vous bâtissez des capacités. Vous avez aussi mentionné les parlements.

Je demanderais à chacun d'entre vous de parler de l'importance pour les pays comme le Canada de continuer à soutenir l'aide technique et la résilience démocratique dans des endroits comme les Balkans pour favoriser les intérêts de sécurité.

Je vais laisser M. Brajshori répondre en premier.

Muhamet Brajshori: Je vais essayer d'être très bref.

Les Balkans occidentaux font partie de la zone transatlantique. Ils ne doivent pas rester une zone d'ombre dans cette partie du monde. Il est très important que des pays comme le Canada, forts d'une riche tradition démocratique et de forces armées sous contrôle démocratique, participent à la réforme des structures de sécurité dans la région et les soutiennent.

Comme je l'ai mentionné dans ma brève déclaration, la défense est un secteur crucial dans lequel le secteur privé canadien, les forces armées et le gouvernement peuvent s'engager pour aider les pays, en particulier le Kosovo, la Macédoine du Nord, l'Albanie et le Monténégro. Le Canada peut jouer un rôle crucial en les aidant à mener à bien les réformes dont ils ont besoin pour se conformer aux normes de l'OTAN. À cet égard, la présence canadienne dans cette partie du monde est très importante. Elle aidera ces pays à atteindre leurs objectifs. La plupart d'entre eux font partie de l'OTAN. Dans le cas du Kosovo — qui n'en fait toujours pas partie —, cela l'aidera au moins à atteindre ces normes en attendant que les conditions politiques soient réunies pour qu'il puisse devenir membre de l'OTAN sans aucun obstacle.

Anita Vandenberg: Merci.

Allez-y, monsieur Visoka.

Gëzim Visoka: En ce qui concerne la résilience démocratique et le recul de la dynamique de démocratisation aux États-Unis et ailleurs, à mon sens, le Kosovo a longtemps été gouverné et administré par la communauté internationale et n'a pas vraiment eu l'occasion de faire preuve de résilience démocratique. Ce n'est que récemment, depuis peut-être cinq ou six ans, qu'il a pu fonctionner dans tous les domaines de la gouvernance sans trop d'interventions. Je pense donc qu'il s'en sort bien. Il organise des élections régulières, peut-être trop nombreuses, mais toutes sont assurément jugées démocratiques, équitables et inclusives par les observateurs européens, y compris celle qui s'est déroulée cette fin de semaine.

Le Kosovo est un très bon exemple qui témoigne de cette capacité, même dans les conditions actuelles. À l'heure actuelle, les États-Unis ont retiré la promotion de la démocratie, la primauté du droit et les mesures de lutte contre la corruption de leurs priorités en matière de politique étrangère. Le Kosovo recentre désormais son attention sur l'Union européenne et d'autres partenaires et collaborations transatlantiques. En ce sens, les effets à court terme ne sont pas négatifs, mais je crains qu'à mesure que les États-Unis et peut-être... J'espère que nous n'assisterons pas, au sein de l'Union européenne, à un virage autoritaire. Tant que l'Union européenne, le Canada et d'autres alliés transatlantiques continueront de soutenir l'ordre libéral international, le Kosovo pourra conserver son caractère démocratique.

Ma crainte à long terme est que, s'il y a un virage autoritaire général dans le monde, cela constituera un défi majeur pour le Kosovo, car c'est un petit pays qui devra s'aligner sur ses alliés. Si ces alliés ne font plus la promotion de la démocratie et des valeurs démocratiques, il sera difficile pour lui de s'adapter et de survivre dans ce nouvel ordre.

• (1710)

Anita Vandenbeld: Monsieur Boonstra, allez-y.

Jos Boonstra: Je pense que le Canada peut véritablement offrir une solution de rechange, une nouvelle perspective sur la démocratie qui s'inscrit dans la lignée de ce que propose l'Union européenne, tout en étant légèrement différente. Je pense que les pays des Balkans apprécieraient énormément d'entendre d'autres voix, pas toujours celles de Berlin, Paris, La Haye ou Madrid. C'est très important.

Il serait important de trouver un créneau. Par exemple, le pouvoir législatif pourrait constituer un tel créneau. Un débat comme celui-ci peut servir de modèle pour les pays des Balkans. Les parlements n'ont aucune expérience dans l'organisation de tels débats. Des questions comme le contrôle budgétaire, les capacités de recherche au sein du Parlement et le suivi post-législatif sont autant de sujets pour lesquels le Parlement canadien possède une grande expérience. Il serait très utile de transmettre ce savoir, tout comme dans le domaine de la sécurité, aux pays de l'Europe du Sud-Est.

Anita Vandenbeld: Merci.

Il ne me reste que quelques secondes. Je vais simplement demander à chacun d'entre vous de dire, en quelques mots, à quel point le risque d'un conflit plus large dans la région est sérieux. Dans quelle mesure devons-nous prendre cela au sérieux?

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît, car nous avons presque dépassé le temps imparti.

Muhamet Brajshori: La situation est grave tant que nous voyons les alliés occidentaux renoncer à l'idée que les Balkans occidentaux devraient faire partie du projet occidental.

Gëzim Visoka: Ma principale préoccupation concerne l'administration Trump et sa trahison des valeurs et des principes démocratiques fondamentaux que les États-Unis ont défendus pendant des décennies dans les Balkans. Cela offre l'occasion aux nationalistes et aux acteurs hostiles à la paix de relancer leurs anciens projets révisionnistes.

Jos Boonstra: On a tendance à faire fi facilement du risque que représentent les Balkans en matière de sécurité, et c'est justement cela qui en fait un risque pour la sécurité. Je pense qu'il faut être très prudents.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être ici pour cette importante étude, qui tire malheureusement à sa fin.

Monsieur Brajshori, vous avez quand même occupé des fonctions extrêmement importantes. Vous avez une expertise solide en matière d'affaires étrangères. Malgré toutes les interventions inter-

nationales qui ont été réalisées depuis les années 1990 — il y en a eu plusieurs dans les Balkans — pourquoi, selon vous, toute la région des Balkans demeure-t-elle une région instable aujourd'hui?

[Traduction]

Muhamet Brajshori: D'accord, j'ai compris. Je vais donner trois courtes réponses à votre question.

Premièrement, l'arrivée de la communauté internationale dans la région a suscité une nouvelle idée, à savoir que cette région devrait faire partie d'une Europe de plus en plus intégrée. En cours de route, elle a peu à peu abandonné cette idée pour se concentrer sur d'autres défis, notamment l'Ukraine — la Crimée en 2014 —, le printemps arabe et de nombreux autres défis auxquels l'Europe a été confrontée, ainsi que la crise migratoire d'il y a quelques années.

Deuxièmement, on a assisté à un recul des progrès démocratiques dans certaines parties de l'Europe, et ce recul a nui à la capacité des pays de remplir les critères nécessaires à la réussite de l'intégration européenne.

Troisièmement, il y a l'incertitude. Tant les alliés occidentaux que les acteurs de la région ont permis à des acteurs tiers — la Russie, la Chine, les pays arabes, etc. — de s'impliquer, d'exploiter la corruption qui règne dans de nombreux pays, de renforcer leur présence et de veiller à ce que leurs valeurs et leur mode d'action puissent s'imposer dans les Balkans.

Plusieurs raisons entrent en jeu, mais malgré les difficultés, la région des Balkans occidentaux d'aujourd'hui est très différente de ce qu'elle était il y a 25 ou 30 ans. Nous avons réalisé des progrès, mais ils ne suffisent pas encore à garantir une paix durable dans la région ni à assurer sa pleine intégration au sein d'une Europe plus intégrée et unie.

• (1715)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Est-ce que les deux autres témoins partagent l'opinion de M. Brajshori? Ont-ils quelque chose à ajouter relativement à la question que je viens de lui poser?

[Traduction]

Gëzim Visoka: Oui, je peux rapidement ajouter quelque chose. Je vois, je suppose, deux raisons qui renvoient à la façon dont les conflits ont pris fin. La façon dont les accords de paix ont été élaborés et, peut-être, imposés, a favorisé une élite politique particulière, qui est arrivée au pouvoir, s'en est emparée et l'a conservé pendant longtemps. Je pense qu'il y avait une certaine *[inaudible]* entre la forme d'intervention qui avait lieu et les intérêts des élites locales.

L'Union européenne, dans sa partie occidentale, avait à cœur la stabilité. Ces hommes forts locaux garantissaient cette stabilité; ainsi, pendant longtemps, on a assisté à un compromis entre la démocratie et les voix émancipatrices ou progressistes, au profit de forces nationalistes plus conservatrices, qui assuraient stabilité et fiabilité lors de la mise en œuvre des missions internationales. Cela a conduit à une dépendance au pouvoir, dans laquelle la codépendance — créée à la suite des interventions — a tissé des liens particuliers liant la nécessité d'une intervention, d'une présence et d'investissements internationaux aux dynamiques de désobéissance et de rupture de la paix des élites locales. Il existe un aspect inhérent aux interventions internationales, à la construction de l'État et à la consolidation de la paix qui reproduit l'instabilité.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Ce que vous nous dites, c'est que certaines politiques venant de pays occidentaux ont favorisé une certaine stabilité autoritaire au détriment de réformes démocratiques qui auraient dû avoir lieu, et que, si on se retrouve dans cette situation aujourd'hui, c'est à cause de ces décisions antérieures qui ont été prises afin d'assurer une stabilité. Malheureusement, cela aura causé des dérives autoritaires plutôt que des réformes démocratiques. Est-ce bien ce que vous nous dites?

[Traduction]

Gëzim Visoka: Je suis d'accord avec vous sur la prémisse, mais pas sur la conclusion. En ce qui concerne le virage autoritaire que l'on observe actuellement, je pense que c'est le manque de vision et de prospérité lié à l'intégration dans l'Union européenne qui est à l'origine de cette dynamique de recul dans les Balkans.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Aboultaif.

Vous avez quatre minutes.

Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président.

En ce qui concerne les efforts déployés par le gouvernement du Kosovo à l'égard des Serbes, pensez-vous que le gouvernement en fait assez? Que peut-on faire pour améliorer les relations et apaiser les tensions?

Je pense effectivement que l'une des raisons de l'impasse politique actuelle est liée à cela, et ce n'est un secret pour personne. Il est bon de comprendre que si l'on déploie suffisamment d'efforts, et que c'est là le problème, nous pourrions bien avoir la solution. Le Canada serait heureux d'apporter son aide.

Monsieur Visoka, j'aimerais que vous vous exprimiez à ce sujet si possible.

Gëzim Visoka: Merci.

Le gouvernement du Kosovo met en œuvre un large éventail de mesures visant à respecter les droits des minorités. Le Kosovo dispose d'un cadre avancé en matière de protection des minorités. Cependant, on observe une réticence de part et d'autre lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre complète et de la promotion des ambitions politiques et territoriales que nourrissent les minorités, en particulier la minorité serbe, au Kosovo.

Cela tient également à la nature du système politique kosovar, fondé sur le partage du pouvoir, dans lequel les Serbes locaux disposent de sièges réservés au Parlement et au sein des administrations locales, ainsi que de droits linguistiques, mais dont ils n'ont pas tiré parti pendant longtemps, dans l'attente d'un accord politique entre le Kosovo et la Serbie.

D'une certaine façon, le dialogue entre le Kosovo et la Serbie, facilité par l'Union européenne, a détourné l'intégration des Serbes prévue dans le cadre de la constitution d'Ahtisaari, et a entraîné une suspension de cette intégration interethnique, dans l'attente de la résolution préalable de questions majeures: les questions de reconnaissance, des droits politiques et peut-être d'une plus grande autonomie pour les Serbes, ainsi que d'autres questions relatives aux sites religieux orthodoxes et autres mesures de protection.

Ces deux processus ne sont pas compatibles. L'un annule l'autre. On constate notamment, par exemple, que les organismes interethniques de la société civile ne coopèrent plus comme ils le faisaient

avant le dialogue de Bruxelles; ce dernier a donc détourné ce potentiel local de consolidation de la paix. Il a détourné l'attention de la résolution des problèmes quotidiens des gens sur le terrain pour la concentrer sur des discussions technocratiques.

● (1720)

Ziad Aboultaif: Ma question porte sur le rôle du Canada, sur ce que le Canada peut faire. Nous disposons d'un excellent modèle au Canada. C'est pourquoi nous avons pu maintenir le Québec et les autres provinces au sein de la fédération pendant 159 ans. Nous en sommes fiers. Je tiens simplement à souligner...

Gëzim Visoka: La crainte, c'est que si on s'engage sur la voie de l'autonomie territoriale, c'est l'étape suivante vers la sécession. Je sais qu'au Canada, c'est différent, mais dans les Balkans... C'est cela, la crainte. C'est pourquoi il y a cette lutte en Republika Srpska et dans le nord du Kosovo: la crainte que ce ne soit qu'une étape vers un redécoupage des frontières.

Ziad Aboultaif: C'est pourquoi je dis que vous devriez tendre la main au Canada, car je pense que nous avons un excellent modèle. Cela dit, je suis pleinement conscient de la fragilité de la région. La région des Balkans a toujours été connue pour sa diversité et ses tensions historiques. Bien sûr, elle se trouve au cœur d'un réseau d'acteurs régionaux et internationaux, c'est pourquoi nous sommes préoccupés et souhaiterions apporter notre aide de toutes les façons possibles. Je pense que le Canada peut jouer un rôle.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Aboultaif.

Nous passons maintenant à M. Clark.

Vous avez quatre minutes.

Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de nous faire profiter de leur expertise aujourd'hui.

Monsieur Boonstra, je vais commencer par vous, car vous avez évoqué ce point dans votre déclaration préliminaire, et c'est la seule question que je vous poserai. Vous avez parlé de la proposition présentée au cours des derniers jours par l'Allemagne et la France à l'issue du sommet au Monténégro.

Quelle est votre analyse à ce sujet? Y voyez-vous une voie susceptible de faciliter l'adhésion à l'Union européenne, un processus qui, comme nous le savons, prend des décennies pour certains de ces pays? Manifestement, nous n'en sommes pas encore là. Quelle est votre première impression sur cette proposition?

Jos Boonstra: Ces propositions circulent depuis plusieurs années déjà, principalement relayées par divers groupes de réflexion en Europe, et portent sur une adhésion par étapes et différentes formes d'adhésion. Ce sont de bonnes idées, car pour les Balkans occidentaux, il serait utile de mettre un peu de côté la question de l'adhésion. Elle doit rester d'actualité, mais ne doit pas constituer un objectif final immédiat. On travaillerait à une intégration progressive, et non pas uniquement à cet objectif final.

Le problème, c'est que d'autres pays, comme l'Ukraine en ce moment, voient les choses très différemment et souhaitent avancer immédiatement vers une intégration directe et à l'adhésion.

C'est un processus qui doit faire l'objet de discussions, mais il présente certainement un intérêt pour les Balkans, qui en tireront des avantages économiques immédiats pour la population. Je pense que cela sera également avantageux pour les États membres de l'Union européenne.

Oui, je pense que cela a du mérite.

Braedon Clark: Merci.

Monsieur Visoka, qu'en pensez-vous?

Gëzim Visoka: J'ai organisé la semaine dernière à Dublin un événement auquel j'ai convié des représentants de la société civile des Balkans occidentaux afin de discuter de toutes ces propositions. Dublin se trouve au cœur de l'actualité parce qu'elle assumera la présidence de l'Union européenne au cours du second semestre.

Le document informel a assurément reçu un accueil favorable. C'est judicieux et pragmatique. Il ne s'agit pas de placer les Balkans occidentaux dans une salle d'attente ou de leur offrir une adhésion de second rang. On leur propose une intégration progressive, par étapes, qui accélérera et encouragera peut-être les réformes démocratiques, préservera l'orientation démocratique et permettra de contrer certaines tendances autoritaires. Il s'agit certainement d'une évolution positive.

L'expérience du Monténégro, en particulier, donnera le ton pour les autres pays. On rédige actuellement le traité d'adhésion, qui définira les éventuelles réserves concernant les droits de veto. La manière dont se déroulera l'adhésion du Monténégro pourrait servir de modèle à l'Albanie et à d'autres pays. Il s'agit sans aucun doute d'une évolution positive.

Certaines inquiétudes ont été exprimées, par exemple, en Macédoine du Nord. S'ils prennent du retard, assistera-t-on à un retour des tensions ethniques ou à un découragement vis-à-vis des réformes?

Dans l'ensemble, les perspectives et l'accueil sont positifs.

• (1725)

Braedon Clark: Excellent, merci.

Monsieur Brajshori, vous avez les 20 dernières secondes. Si vous le pouvez, résumez-nous la situation. Merci.

Muhamet Brajshori: Si le projet est pleinement mis en œuvre, il peut apporter des changements positifs dans la région. Nous devons également garder à l'esprit qu'il y aura des élections en France l'année prochaine. Cela influencera l'avenir de cette initiative.

C'est positif, mais nous devons juger ce projet davantage à l'aune des actes que des paroles.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Clark.

Merci aux témoins. Je sais que vous vous joignez tous à nous depuis l'Europe, et qu'il est déjà tard là-bas, alors nous vous remercions sincèrement de votre patience et du temps que vous nous avez consacré. Je vous remercie de vos témoignages et de vos réponses à toutes nos questions.

Je vais maintenant passer très rapidement aux travaux du Comité dans le peu de temps qu'il nous reste.

Comme je l'ai mentionné au début de la réunion, il y a un certain nombre de questions relatives aux travaux du Comité qui requièrent notre attention.

Le mardi 16 juin, la ministre des Affaires étrangères est disponible pour comparaître pendant une heure au sujet du budget principal des dépenses. Le Comité souhaite-t-il profiter de cette occasion pour examiner à la fois le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A), comme certains l'ont suggéré? J'ai besoin de directives claires de la part du Comité à ce sujet.

Êtes-vous d'accord pour que la ministre réponde aux questions sur ces deux budgets?

Des députés: D'accord.

Le président: En ce qui concerne le Sous-comité des droits internationaux de la personne, j'aimerais souligner que, plus tôt aujourd'hui, le greffier a distribué les projets de budget et le projet de rapport du Sous-comité. Les budgets sont les suivants: séance d'information sur la situation des enfants tibétains placés dans les écoles administrées par la République populaire de Chine, 8 600 \$; et séance d'information sur les droits de la personne dans la région des Caraïbes, 10 650 \$.

Le Comité adopte-t-il ces budgets?

Des députés: D'accord.

Le président: De plus, le Sous-comité des droits internationaux de la personne a adopté un projet de rapport intitulé « Situation actuelle des défenseurs des droits de la personne et de la démocratie dans le monde entier ». On demande maintenant au Comité d'adopter les motions habituelles relatives à ce rapport.

Premièrement, que le projet de rapport soit adopté. Deuxièmement, que le rapport soit intitulé « Appui aux défenseurs des droits de la personne et de la démocratie: renforcer notre soutien à un moment crucial ». Est-ce d'accord?

Des députés: D'accord.

Une voix: [*Inaudible*]

Le président: Oh, je suis désolé. Je pensais l'avoir fait.

Les témoins peuvent quitter. Encore une fois, merci beaucoup de votre patience.

Troisièmement, que la présidence, le greffier et les analystes soient autorisés à apporter au rapport les modifications grammaticales et de style jugées nécessaires, dans la mesure où cela ne modifie pas le contenu du rapport. Quatrièmement, que conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au rapport et que la présidence présente le rapport à la Chambre. Sommes-nous tous d'accord?

Des députés: D'accord.

Le président: Notre prochaine réunion aura lieu jeudi, et nous procéderons à l'étude article par article du projet de loi C-219. Je sais que vous attendez tous cela avec impatience.

Sur ce, la séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>